



Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2010-128

Ottawa, le 4 mars 2010

Avis de demandes reçues

Plusieurs collectivités

Date limite pour le dépôt des interventions/observations : le 8 avril 2010

Le Conseil a été saisi des demandes suivantes :

[\[formulaire d'interventions/d'observations - radiodiffusion\]](#)

Requérante et endroit

1. **Afromedia Communications Incorporated**
L'ensemble du Canada
N° de demande 2010-0137-0
2. **Thunder Bay Electronics Limited**
Thunder Bay (Ontario)
N° de demande 2010-0204-7

1. **L'ensemble du Canada** **N° de demande 2010-0137-0**

Demande présentée par **Afromedia Communications Incorporated** en vue de modifier l'autorisation accordée à l'entreprise nationale de programmation de télévision spécialisée de catégorie 2 à caractère ethnique appelée AMET-TV, annoncée dans *AMET-TV – service spécialisé de catégorie 2*, décision de radiodiffusion CRTC 2009-718, 25 novembre 2009.

La requérante propose de modifier une partie du libellé de la condition de licence n° 6, qui se lit comme suit :

La titulaire doit consacrer au moins 10 % de l'ensemble de la programmation de la semaine de radiodiffusion à des émissions en langues yoruba, swahili, haoussa, twi, fanti et arabe.

afin qu'elle se lise comme suit :

La titulaire doit consacrer au moins 10 % de l'ensemble de la programmation de la semaine de radiodiffusion à des émissions présentées dans les diverses langues parlées en Afrique.

La requérante affirme qu'il y a bien d'autres langues que celles dans lesquelles le service à caractère ethnique AMET-TV est présentement autorisé à diffuser. Elle soutient que la modification qu'elle propose permettrait à AMET-TV d'offrir un plus large éventail d'émissions en langues tierces provenant d'un plus grand nombre de sources.

Adresse de la titulaire :

2-58 Weather Vane Lane
Bureau 2
Brampton (Ontario)
L6X 4R5
Télécopieur : 905-874-1444
Courriel : kunle.oyegbola@afromediacom.ca

Examen de la demande :

a/s Bello Lagoudis
Unité 37
1100 Central Parkway West
Mississauga (Ontario)

2. Thunder Bay (Ontario)
N° de demande 2010-0204-7

Demande présentée par **Thunder Bay Electronics Limited** en vue de modifier la licence de l'entreprise de programmation de télévision CKPR-TV Thunder Bay.

La titulaire propose de supprimer la condition de licence liée à son affiliation à la Société Radio-Canada (SRC) qui se lit comme suit :

La titulaire doit exploiter cette entreprise de radiodiffusion comme une affiliée du réseau de télévision de langue anglaise exploité par la Société Radio-Canada.

La requérante affirme ne pas avoir été en mesure de négocier une nouvelle entente d'approvisionnement en programmation avec la SRC.

La requérante a fait remarquer que CKPR-TV exercerait ses activités en tant que station locale indépendante, et elle prévoit rechercher des fournisseurs de programmation non locale.

La requérante affirme que si la cessation de l'affiliation proposée est approuvée, elle maintiendra son engagement de diffuser en moyenne au moins sept heures 40 minutes de nouvelles locales originales hebdomadairement, elle continuera à diffuser chaque semaine de radiodiffusion, selon une moyenne de toute l'année de radiodiffusion, au moins huit heures de programmation prioritaire, et elle respectera toutes les autres conditions de licence telles qu'énoncées dans la *CKPR-TV Thunder Bay – Renouvellement de licence*, décision de radiodiffusion CRTC 2004-387, 30 août 2004.

Adresse de la titulaire :

87, rue Hill Nord
Thunder Bay (Ontario)
P7A 5V6
Télécopieur : 807-344-1018
Courriel : dcaron@dougallmedia.com

Examen de la demande :

À l'adresse de la titulaire

Participation du public

Date limite d'interventions

8 avril 2010

L'intervention doit être reçue par le Conseil et par la requérante au plus tard à la date susmentionnée. Le Conseil ne peut être tenu responsable des délais occasionnés par la poste et n'avisera pas un intervenant lorsque son intervention est reçue après la date limite. Dans un tel cas, l'intervention ne sera pas considérée par le Conseil et ne sera pas déposée au dossier public.

Le Conseil examinera les interventions reçues et elles seront en outre versées au dossier public de l'instance sans autre avis de sa part, pourvu que la procédure ci-dessous ait été suivie. Le Conseil communiquera avec un intervenant uniquement si son intervention soulève des questions de procédure.

Les interventions écrites doivent être acheminées au Secrétaire général du Conseil selon **une seule** des façons suivantes :

en remplissant le

[\[formulaire d'interventions/d'observations - radiodiffusion\]](#)

ou

par la poste à l'adresse
CRTC, Ottawa (Ontario) K1A 0N2

ou

par télécopieur au numéro
819-994-0218

Une copie conforme doit être envoyée à la requérante et la preuve d'un tel envoi doit être jointe à l'intervention envoyée au Conseil.

Le Conseil recommande à toutes les personnes qui déposent un document et en signifient copie par voie électronique de se montrer prudentes lors de l'envoi de documents ou avis par courriel, car il peut être difficile de prouver ensuite que cet envoi a bien été fait.

Avant d'utiliser le courrier électronique, il faut s'assurer de pouvoir prouver au Conseil, sur demande, que le document a été signifié.

Les mémoires de plus de cinq pages doivent inclure un sommaire.

Les paragraphes du document devraient être numérotés. Pour les interventions soumises par voie électronique, la mention *****Fin du document***** devrait être ajoutée à la fin du document, pour indiquer que le document n'a pas été modifié pendant la transmission électronique.

Toute intervention doit clairement mentionner la demande, faire état de l'appui ou de l'opposition et, si l'intervenant y propose des modifications, présenter des faits et des motifs à cet égard.

Avis important

Tous les renseignements fournis par les parties dans le contexte de ce processus public, sauf ceux qui font l'objet d'une demande de traitement confidentiel, qu'ils soient envoyés par la poste, par télécopieur, par courriel ou au moyen du site web du Conseil, www.crtc.gc.ca, seront versés à un dossier public et seront affichés sur le site web du Conseil.

Ces renseignements comprennent les renseignements personnels, tels que le nom, l'adresse courriel, l'adresse postale, les numéros de téléphone et de télécopieur ainsi que tout autre renseignement personnel que les parties fournissent.

Les renseignements personnels ainsi fournis seront divulgués et utilisés aux fins auxquelles ils ont été recueillis par le Conseil ou compilés initialement ou pour un usage qui est compatible avec ces fins.

Les documents reçus en version électronique ou autrement seront affichés intégralement sur le site web du Conseil, tels qu'ils ont été reçus, y compris tous les renseignements personnels qu'ils contiennent, dans la langue officielle et le format d'origine dans lesquels ils sont reçus. Les documents qui ne sont pas reçus en version électronique seront disponibles en version PDF.

Les renseignements fournis au Conseil dans le cadre de ce processus public sont déposés dans une base de données impropre à la recherche et réservée exclusivement à ce processus public. Cette base de données ne peut être consultée qu'à partir de la page web de ce processus public. En conséquence, une recherche généralisée du site web du Conseil, à l'aide de son moteur de recherche ou de tout autre moteur de recherche, ne permettra pas d'accéder aux renseignements fournis dans le cadre de ce processus public.

Le Conseil encourage les parties intéressées à examiner le contenu du dossier public et le site web du Conseil pour tout renseignement complémentaire qu'elles pourraient juger utile lors de la préparation de leurs interventions.

Examen des documents

Les demandes sont disponibles en format électronique en sélectionnant le numéro de la demande énoncé dans le présent avis.

Une liste de toutes les interventions sera également disponible sur le site web du Conseil. La version électronique de toutes les interventions soumises sera accessible à partir de cette liste. On peut y accéder en sélectionnant « Liste d'interventions/observations » sous la rubrique « Instances publiques » du site web du Conseil.

Les documents sont disponibles pendant les heures normales de bureau à l'adresse locale indiquée dans le présent avis et aux bureaux du Conseil et aux centres de documentation concernés par cette demande ou bien, sur demande, dans un délai de deux (2) jours ouvrables, aux autres bureaux et centres de documentation du Conseil.

Bureaux du Conseil

Tél. sans frais : 1-877-249-2782
ATS sans frais : 1-877-909-2782

Les Terrasses de la Chaudière
Édifice central
1, promenade du Portage, pièce 206
Gatineau (Québec)
J8X 4B1
Tél. : 819-997-2429
Télécopieur : 819-994-0218

Bureaux régionaux

Place Metropolitan
99, chemin Wyse
Bureau 1410
Dartmouth (Nouvelle-Écosse)
B3A 4S5
Tél. : 902-426-7997
Télécopieur : 902-426-2721

205, avenue Viger Ouest
Bureau 504
Montréal (Québec)
H2Z 1G2
Tél. : 514-283-6607

55, avenue St. Clair Est
Bureau 624
Toronto (Ontario)
M4T 1M2
Tél. : 416-952-9096

Édifice Kensington
275, avenue Portage
Bureau 1810
Winnipeg (Manitoba)
R3B 2B3
Tél. : 204-983-6306
Télécopieur : 204-983-6317

2220, 12^e Avenue
Bureau 620
Regina (Saskatchewan)
S4P 0M8
Tél. : 306-780-3422

10405, avenue Jasper
Bureau 520
Edmonton (Alberta)
T5J 3N4
Tél. : 780-495-3224

580, rue Hornby
Bureau 530
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6C 3B6
Tél. : 604-666-2111
Télécopieur : 604-666-8322

Secrétaire général

Le présent document est disponible, sur demande, en média substitut, et peut également être consulté en version PDF ou en HTML sur le site Internet suivant :
<http://www.crtc.gc.ca>.